



**ORAUX DE LANGUES –TEXTES (Echantillon)**

**LANGUE VIVANTE A**

**LANGUE : ESPAGNOL**



## En Bolivie, l'industrialisation des petits pas pour la filière lithium

Libération, 5 Janvier 2024

Nils Sabin

Ce vendredi 15 décembre, le salar d'Uyuni, un immense désert de sel, est en fête. Il s'agit d'un «jour historique» car, quinze ans après le lancement d'une filière lithium en Bolivie, la première usine de fabrication de carbonate de lithium, composant essentiel des batteries d'ordinateurs, de téléphones portables ou de voitures électriques, est inaugurée. A 10 heures, le président Luis Arce arrive en hélicoptère. En jean, doudoune bleue et collier de fleurs, il rejoint la foule poing levé, acclamé par une multitude qui lui lance des «Vamos Lucho, tu n'es pas seul !» «Merci camarade Lucho de mener l'industrialisation du lithium», peut-on lire sur une pancarte tenue par un enfant d'une dizaine d'années.

Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Franklin Molina Ortiz, voit dans cette inauguration «un message envoyé par la Bolivie au monde entier», rappelant que le pays andin dit disposer des plus grandes ressources de lithium au monde. A son tour, Luis Arce salue «une avancée fondamentale dans la vie économique de notre pays». Et le Président de donner un petit cours d'économie à l'assistance : «Cette usine fait partie de notre stratégie d'industrialisation de la Bolivie, pour que nous ne dépendions plus d'un seul secteur productif.»

L'économie bolivienne est aujourd'hui très dépendante des exportations de gaz, dont les réserves devraient se tarir d'ici à 2030. En industrialisant le pays, le but est de réduire les importations de certains produits et de diversifier l'économie. Le lithium est le «fer de lance» de cette stratégie, selon les mots du Président, à la fois du fait des énormes ressources boliviennes, de la forte demande internationale et surtout de l'importante valeur ajoutée que peut théoriquement générer la filière. A cet objectif économique s'ajoute une volonté décoloniale, celle de faire profiter l'exploitation de cette précieuse ressource aux Boliviens et non à des multinationales de l'Occident, comme c'est régulièrement le cas en Bolivie et dans la région depuis le XVIe siècle. D'où les «lithium bolivien, lithium souverain» criés à plusieurs reprises dans l'assistance.

«Actuellement, Yacimientos de Litio Bolivianos (YLB) produit du carbonate de lithium, qui est une matière première, à échelle industrielle. Mais la Bolivie est encore très loin de fabriquer des dérivés industriels comme des batteries», nuance Gonzalo Mondaca, chercheur spécialisé dans l'extraction de lithium en Bolivie. L'usine a une capacité de production de 15 000 tonnes par an, soit un peu plus de 10 % de la production mondiale en 2022, même si actuellement elle ne produit qu'à 20 % de sa capacité. Les projets autour des batteries en sont, eux, seulement au stade de recherches ou d'usine pilote.

11h45. Après une visite express de l'usine, le Président repart. Un déjeuner est rapidement servi aux personnes présentes et à 12h30, les cars, pick-up et autres minibus se pressent pour repartir. La fête est finie et le salar redevient cette immensité calme balayée par les vents. Direction Rio Grande, le village le plus proche de l'usine,

à 35 kilomètres de là. Avec ses rues en terre venteuses et sa gare de train désaffectée, l'Eldorado industriel promis grâce à l'or blanc semble bien loin de ce village. Ici, ce n'est pas le lithium qui fait tourner l'économie mais la mine d'argent, de plomb et de zinc de San Cristobal, l'une des plus grandes de Bolivie (et qui a rapporté 400 millions de dollars à l'Etat en 2022).

Fervent soutien du Président et de sa stratégie de développement de la filière lithium, le maire Edgar Mamani a bien du mal à lister les retombées économiques de ces 15 dernières années : «A l'échelle de notre communauté, ce n'est pas grand-chose. Nous avons un conducteur de bus qui travaille à l'usine.» L'homme se veut tout de même optimiste : «Au niveau régional et national, là, ça crée de l'emploi ! Et c'est sûr qu'avec le lancement de l'usine, nous allons toucher des redevances.» Pourtant, la Bolivie ne possède toujours pas de loi encadrant l'industrie du lithium – et donc le sujet des redevances. Quant aux exportations de lithium, elles ont atteint un record en 2022, 600 tonnes pour 52 millions de dollars. Une goutte d'eau face au voisin chilien qui a exporté pour 7,7 milliards de dollars de carbonate de lithium la même année. Les emplois au sein d'YLB sont, eux, très difficiles à obtenir car il n'existe que deux formations sur le lithium en Bolivie. La majorité d'entre elles sont à l'étranger, accessibles via des bourses difficiles à obtenir du fait du niveau d'éducation faible dans la région. (..)

Certaines communautés indigènes locales sont aussi méfiantes vis-à-vis du projet industriel. C'est le cas de la nation Lípez installée au sud du salar d'Uyuni. Outre les redevances «dont on nous parle depuis 2016 mais qui n'arrivent pas», Tomás Colque, autorité de la nation Lípez, s'inquiète des conséquences environnementales de l'exploitation du lithium. Dans cette zone désertique, l'eau est une ressource rare. La technique d'évaporation via de grandes piscines qu'utilise YLB en consomme pourtant de grandes quantités. «Nous produisons du quinoa, des pommes de terre et des fèves et nous élevons des camélidés, explique Tomás Coque. Chaque année, il y a moins d'eau et d'humidité.» Un problème auquel le réchauffement climatique contribue également, l'Altiplano andin étant très affecté par la hausse des températures. (...)

## **Claudia Sheinbaum, l'héritière d' « Amlo », devient la première femme présidente du Mexique**

Le Figaro, 31 Mai 2024

Quentin Duval

Sourire vissé sur les lèvres, queue de cheval parfaitement tirée, Claudia Sheinbaum signe des tee-shirts et fait des selfies avec ses admirateurs avant de monter sur l'estrade. À Lerma, une ville de la banlieue de Toluca, la capitale de l'État de Mexico, la prétendante du parti présidentiel Morena débute sa tournée dans l'entité la plus peuplée du pays : 17 millions d'habitants.

Dans le soleil couchant, la candidate à la présidence de la République mexicaine commence alors son discours en annonçant la poursuite de la « quatrième transformation » et qualifie Andrés Manuel Lopez Obrador (surnommé « Amlo ») de « meilleur président du Mexique ». L'actuel chef de l'État a impulsé lors de son sexennat ce qu'il appelle la « quatrième grande transformation du Mexique », après l'indépendance, la révolution et la réforme pour séparer l'Église de l'État.

La « 4T », ainsi qu'elle est surnommée, est celle de la justice sociale et de l'aide aux plus démunis. « Nous sommes au service du peuple mexicain », clame la candidate, qui défend aussi « l'austérité républicaine », c'est-à-dire la sobriété au sein de l'administration. « Il était l'idéologue, elle sera la continuité technique d'un projet politique durable », assure José Merino, ancien directeur de l'Agence digitale d'innovation publique (Adip) de la ville de Mexico et coordinateur technique de la campagne.

Claudia Sheinbaum, nouvellement élue, surfe sur la popularité du président Obrador, imite son style d'élocution, tente de haranguer la foule. « Il n'y a pas seulement une filiation claire entre les deux, c'est la seconde partie d'un même projet politique », souligne José Merino. La scientifique de formation a fait son entrée en politique comme secrétaire à l'Environnement à Mexico sous la gouvernance d'« Amlo » (2000-2006), avant de devenir porte-parole de sa campagne à l'élection présidentielle de 2006.

Docteur en ingénierie énergétique, elle a reçu, en tant que membre du panel intergouvernemental d'experts sur le changement climatique, le prix Nobel de la paix en 2007. La candidate est la plus diplômée des trois aspirants à la présidence... Ce qui lui confère une image froide, presque austère. Sa principale rivale, Xochitl Galvez, en a fait un argument de campagne, la qualifiant par exemple de « dame de glace, une femme froide et sans cœur », lors du premier débat télévisé qui s'est tenu la veille du meeting de Lerma. « Cela me paraît un peu sexiste, cette image maternelle et chaleureuse que devrait renvoyer une femme. À combien d'hommes a-t-on reproché d'être froid ? », balaye José Merino. Ces attaques personnelles ont porté préjudice à l'outsider, figure du Front élargi pour le Mexique, qui regroupe des partis du centre et de droite.

La représentante du parti Morena a enchaîné les déplacements aux quatre coins du pays. Elle y a présenté des propositions d'aides pour les plus démunis, que ses détracteurs dénoncent comme étant des mesures populistes. En matière d'éducation,

elle promet des bourses pour tous les élèves, de la primaire à l'université, ainsi que de nouveaux lycées et universités. La désormais présidente veut aussi créer davantage de postes dans le secteur de la santé, renforcer le système de santé public, et plaide pour une pension pour les femmes de plus de 60 ans, «celles qui s'occupent des enfants et des petits-enfants». À Lerma, les propositions sont soumises à l'approbation des participants, dans une mise en scène de démocratie directe. «Approuvé!», s'exclame l'oratrice après chaque suggestion.

« Je suis la seule qui a obtenu des résultats en matière de transparence et de lutte contre la corruption », avait souligné l'ancienne gouverneur lors du débat télévisé, en appuyant sur les récompenses reçues lorsqu'elle était chef de l'exécutif de la capitale. Son exemplarité a rapidement été entachée quand les accusations de sa rivale sur des comptes familiaux liés aux Panama Papers, se sont révélées vraies. Une enquête indépendante a également démontré que le manque d'entretien était l'une des causes de l'effondrement du métro de Mexico en 2021. L'accident avait tué 26 personnes.

Claudia Sheinbaum défend pourtant son bilan à la tête de la ville, où le nombre d'homicides a diminué de 49 % entre 2018 et avril 2023, alors que la sécurité est l'une des principales préoccupations de la population. La nouvelle élue prévoit de renforcer la Garde nationale, la collaboration entre la fédération et les États, et prône une réforme du pouvoir judiciaire. Elle veut « éloigner les jeunes des groupes criminels » via des programmes sociaux.

Claudia Sheinbaum ne remet pas en cause les fonctions de sécurité intérieure confiées à l'armée et applaudit les grands ouvrages construits par l'institution : aéroports, train Maya. Aucune remise en question non plus des dégâts environnementaux provoqués par ce dernier ou de la politique énergétique du président basée sur les énergies fossiles.

## Levée de sanctions en échange d'élections libres

Le Monde, 19 Octobre 2023

Marie Delcas

En coulisse, les négociations entre Washington et Caracas duraient depuis des mois. Mercredi 18 octobre, le gouvernement de Joe Biden a annoncé la levée partielle des sanctions qui pèsent sur le Venezuela. La veille, le gouvernement de Nicolas Maduro et l'opposition vénézuélienne annonçaient être arrivés à un accord en vue de la prochaine élection présidentielle. Elle se tiendra au deuxième semestre 2024 avec, entre autres garanties, la présence d'observateurs internationaux. Le texte de l'accord a été signé dans l'île caribéenne de la Barbade.

La levée des sanctions américaines, pour six mois renouvelables, est immédiate. Le Venezuela peut vendre du pétrole, du gaz et de l'or. Les échanges de dette et de bons souverains vénézuéliens sont à nouveau autorisés. Le communiqué du sous-secrétaire américain au Trésor, Brian Nelson, précise que la décision de Washington récompense « les développements démocratiques » au Venezuela. Ils restent fragiles, de l'avis des opposants vénézuéliens.

« Une nouvelle ère s'ouvre pour le Venezuela, s'est pour sa part félicité le président Maduro mercredi soir à la télévision. Nous sommes prêts pour une nouvelle ère de respect, d'égalité et de progrès avec les Etats-Unis. » La levée des sanctions n'est encore que partielle. Les avoirs vénézuéliens aux Etats-Unis restent gelés. Et les sanctions individuelles – contre Nicolas Maduro lui-même et des dizaines de ses hauts fonctionnaires – sont toujours en vigueur.

Les électeurs d'opposition sont divisés. Certains s'inquiètent de voir Washington apporter une bouffée d'oxygène à un régime qu'ils haïssent. La majorité se réjouit de voir enfin lever ces sanctions douloureuses pour la population, et inutiles : Nicolas Maduro est toujours aux manettes alors qu'elles sont en vigueur depuis 2019.

Engagées en 2021 au Mexique sous les auspices de la Norvège, les négociations entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition ont été – officiellement – interrompues pendant des mois avant de reprendre à la Barbade. Elles aussi divisent l'opposition. « Depuis deux ans, nous essayons de trouver un terrain d'entente, a déclaré Gerardo Blyde, le chef de la délégation d'opposition. Aujourd'hui nous pouvons confirmer qu'un premier pas a été fait et que nous avons obtenu une feuille de route électorale et des garanties qui rendent possible un changement politique. » Mais le scepticisme est de mise parmi les électeurs d'opposition. A court terme, l'élection primaire qui doit se tenir dimanche accapare l'attention : les principaux partis d'opposition doivent en effet choisir un candidat ou une candidate d'union pour affronter Nicolas Maduro à l'élection présidentielle. La question de savoir si Maria Corina Machado pourra se présenter est posée. Grande favorite des sondages, Mme Machado est frappée d'inéligibilité. L'ex-candidat Henrique Capriles, lui aussi frappé d'inéligibilité, a retiré sa candidature dimanche 9 octobre.

L'accord électoral annoncé mardi stipule que seuls pourront se présenter les candidats qui « remplissent les conditions requises, conformément aux procédures établies par la loi vénézuélienne ». Gerardo Blyde a laissé entendre que les candidats inéligibles devraient pouvoir récupérer leurs droits, sans beaucoup plus de précision.

Les Etats-Unis espèrent d'ici à la fin du mois de novembre « un calendrier et un processus accéléré pour la réintégration de tous les candidats », a fait savoir un communiqué du secrétaire d'Etat américain Antony Blinken qui précise : « Tous ceux qui veulent se présenter à la présidence devraient pouvoir le faire. » M. Blinken a également exigé la libération des

prisonniers politiques et « de tous les ressortissants américains détenus de façon injustifiée au Venezuela ».

Les Etats-Unis entendent rester fermes. Données pour six mois, les autorisations en matière de gaz et de pétrole ne seront renouvelées « que si les représentants de M. Maudro tiennent leurs engagements et prennent des mesures concrètes pour l'organisation d'une élection démocratique fin 2024 », précise le communiqué du Trésor américain. Et la levée des sanctions est révoquée à tout moment. « Le non-respect des termes de l'accord électoral conduira les Etats-Unis à revenir sur les mesures qu'ils ont prises », a insisté M. Blinken.

Cette décision américaine était attendue par les opérateurs internationaux. De fait, le prix du baril a baissé ces derniers jours alors même que la guerre entre Israël et Gaza fait craindre un embrasement du Moyen-Orient. Mais la question de savoir si le Venezuela est en mesure d'augmenter rapidement sa production reste posée. Ses puits et ses installations pétrolières ont terriblement manqué d'entretien. Le pays, qui détient les plus grandes réserves mondiales de brut, produit aujourd'hui entre 750 000 et 800 000 barils par jour. Il en produisait trois millions à la fin des années 1990.

Les premières sanctions américaines datent de 2015. Elles n'ont pas été la cause de l'effondrement économique du pays mais elles y ont contribué, sans atteindre leur objectif. Nicolas Maduro est toujours aux manettes du pays. Le chef de l'Etat a été réélu, en 2018, à l'occasion d'un scrutin boycotté par l'opposition. Les Etats-Unis et leurs alliés européens et latino-américains ont alors refusé de reconnaître les résultats du scrutin. Ils ont soutenu l'opposant et « président autoproclamé » Juan Guaido, qui échouera lui aussi à évincer M. Maduro. L'embargo pétrolier décrété par Washington achève de ruiner l'entreprise publique de pétrole PDVSA. Plus de sept millions de Vénézuéliens ont émigré depuis 2015.

Signe de la discrète collaboration qui s'est installée entre Washington et Caracas, un avion avec à son bord cent trente migrants vénézuéliens expulsés des Etats-Unis s'est posé mercredi à l'aéroport de Caracas.

## **Le coup de théâtre de Pedro Sanchez après la mise en cause de son épouse**

Le Figaro, 24 Avril 2024

Mathieu de Taillac

C'est une «opération de destruction par tous les moyens» orchestrée par «la droite et l'extrême droite» qui oblige à s'arrêter un homme «profondément amoureux de (sa) femme», insiste Pedro Sanchez. Une interprétation reprise par son gouvernement, publiquement ou discrètement, et par les représentants de sa formation, le Parti socialiste (PSOE). C'est un «spectacle adolescent» et «narcissique» à la «frivolité inacceptable» qui provoque un «ridicule international», répond le chef de file de l'opposition et président du Parti populaire (PP, droite), Alberto Nuñez Feijoo, suivi par ses lieutenants et la presse conservatrice. C'est surtout une situation tout à fait inédite et prévue par aucun texte, qui voit le chef du gouvernement espagnol «continuer à travailler mais annuler son agenda public» jusqu'à lundi, le temps de «réfléchir» à sa continuité ou à sa démission. Une mise entre parenthèses de l'essentiel de son activité annoncée mercredi soir, qui a plongé dans un «état de choc» ses plus proches collaborateurs.

La « Lettre aux citoyens» d'un peu plus de trois pages a été publiée sur le réseau social X, rédigée par Sanchez et, au vu de la prose et au dire de ses proches, ni relue ni corrigée, par aucun conseiller. Ceux qui le connaissent le disent personnellement touché. Non pas par l'ouverture d'une enquête judiciaire préliminaire sur les activités professionnelles de son épouse, Begoña Gomez, connue mercredi matin, dont les fondements sont jugés fragiles par les juristes et que le parquet aimerait voir classée sans suite. Mais par ce qu'ils appellent une «campagne» destinée à l'abattre politiquement.

Ses deux principaux opposants, « M. Feijoo» et «M. Abascal » (président de Vox, d'extrême droite) sont cités dans la lettre. Sanchez et son entourage considèrent qu'ils participent à la diffusion d'attaques infondées, directement ou en déléguant leurs porte-flingues, pour forcer un départ qu'ils ne parviennent pas à obtenir par les urnes. Ils sont, écrit Sanchez, des « collaborateurs nécessaires aux côtés d'une galaxie numérique (de publications, NDLR) d'extrême droite et de l'organisation Manos Limpias».

L'élément déclencheur est l'ouverture d'une enquête préliminaire pour trafic d'influence par un tribunal saisi par cette entité. Manos Limpias se présente comme un « collectif de fonctionnaires» mais s'est fait connaître par son activisme procédurier contre les élites politiques, généralement de gauche, et des grandes entreprises. Ces dossiers, pour la plupart classés sans suite, ont valu à l'organisation une condamnation pour tentative d'extorsion en première instance et un acquittement en appel.

L'accusation est entièrement constituée de coupures de presse, dont Manos Limpias a reconnu jeudi matin que certaines pouvaient contenir de fausses informations et qu'il appartiendrait au tribunal de trancher. Begoña Gomez, par exemple, est accusée dans un article de recevoir des subventions publiques alors que ces aides ont été accordées à une homonyme.

D'autres articles, du journal [elconfidencial.com](http://elconfidencial.com), une publication numérique respectée par la profession et à laquelle les ministres de Sanchez ont accordé régulièrement des interviews, n'ont pas été démentis sur le fond. Ils font état de deux comportements potentiellement problématiques : des rencontres avec les responsables d'un groupe industriel qui a financé des activités de l'employeur de Begoña Gomez et qui a bénéficié d'un plan de sauvetage de plusieurs centaines de millions d'euros. Une lettre de soutien, au milieu de 32 intercessions d'autres professionnels ou institutions, à un entrepreneur qui brigait, et a obtenu, un marché public.

L'office des conflits d'intérêts, une instance administrative autonome, a classé deux fois les recours déposés par le PP. Les spécialistes interrogés par le journal *El País* doutent que ces agissements puissent être qualifiés de trafic d'influence mais reconnaissent pour certains un problème «d'image». Ce jeudi, le parquet a demandé au juge de classer l'affaire.

Toute l'Espagne ou presque s'interroge sur le sens et le dénouement de cette parenthèse. «Si c'était une stratégie, comme le dit l'opposition de droite, on ne voit pas bien l'intérêt de rompre la bonne dynamique de son parti aux élections basques juste avant le scrutin catalan et les européennes», analyse Pablo Simon, professeur de sciences politiques à l'université Carlos III de Madrid. Le politologue Anton Losada complète : « On cherche des raisons complexes aux décisions des responsables politiques et on oublie que ce sont des êtres humains. Il peut tout simplement sentir qu'il n'en peut plus. »

Si Sanchez annonçait lundi prochain sa démission, un autre candidat devrait se présenter à l'investiture du Parlement et, en cas d'échec de prétendants alternatifs, des élections finiraient par être convoquées. «En attendant, son annonce provoque un débat sur les limites du combat politique, observe Losada. Ses alliés vont devoir se prononcer : veulent-ils qu'il reste et vont-ils le soutenir publiquement, ou préfèrent-ils qu'il soit remplacé par une coalition de droite et d'extrême droite ?» Une autre issue est envisageable : un vote de confiance des députés. «Entre ne rien faire, ce qui semble difficile après avoir provoqué une telle expectative, et démissionner, c'est la seule option intermédiaire», juge Simon.

## « Des familles doivent choisir entre s'alimenter ou payer le loyer » : l'Argentine de Milei écrasée par la pauvreté

L'Humanité, 11 Mars 2024

Marco Teruggi

« Nous faisons face à la faim, la pauvreté, l'indigence », fulmine Dina Sanchez. Ce mercredi de fin février, elle se trouve à la tête d'une mobilisation regroupant des centaines de personnes en plein cœur de Buenos Aires. Face à elles, le ministère du Capital humain, tout juste créé par le gouvernement de Javier Milei. Un nom qui prétend masquer la réduction drastique de maroquins effectuée par le président ultralibéral : ils sont passés de 22 à 9 dans le cadre d'une cure austéritaire menée à la tronçonneuse.

C'est la quatrième fois depuis le début du mois que des mouvements sociaux ont lieu pour exiger du ministère l'envoi des denrées alimentaires censées faire tourner les près de 40 000 soupes populaires réparties dans tout le pays, dont quelque 5 000 dans la capitale. La plupart d'entre elles sont administrées par des organisations, qui protestent aujourd'hui devant le ministère, armées de drapeaux et de pancartes affichant « la faim n'attend pas » ou réclamant une « loi d'urgence alimentaire ».

« Plus personne ne reçoit d'aliments depuis le mois de décembre, beaucoup de soupes populaires ne fonctionnent plus que deux jours par semaine au lieu de cinq, certaines ont complètement arrêté de fonctionner », explique Dina Sanchez.

Comme beaucoup d'autres, elle a commencé à s'organiser et à monter une structure associative lorsqu'elle n'est plus parvenue à nourrir ses enfants, il y a déjà quelques années de cela. Aujourd'hui, elle est la secrétaire générale adjointe de l'Union des travailleurs de l'économie populaire, un syndicat défendant « les droits de tous les exclus du marché du travail » – des vendeurs de rue aux travailleurs informels ultraprécariés, en passant par les cartoneros, ces ramasseurs de cartons et de déchets divers destinés au recyclage –, ceux situés « en périphérie sociale »...

En deux mois, 3 millions de pauvres en plus

« Notre urgence est quotidienne ! assène-t-elle. Tu ne peux pas envoyer dormir tes enfants le ventre vide. Pourtant, nous en sommes là, beaucoup de femmes ne peuvent pas acheter du lait pour leurs enfants, beaucoup de familles doivent choisir entre s'alimenter ou payer leur loyer, au risque de se retrouver à la rue. » Face aux manifestants, qui dénoncent l'asphyxie des cantines alors que la demande triple, des dizaines de policiers. Ils font partie du protocole anti-manifestation instauré par le gouvernement Milei : intransigeance envers les organisations qui bloquent les rues ou protestent.

Lors de son arrivée au pouvoir, le 15 décembre 2023, Javier Milei prenait les rênes d'un pays embourbé par une terrible crise plongeant près de 45 % de ses 46 millions d'habitants en dessous du seuil de pauvreté. En seulement deux mois, ce taux est passé à 57,4 % de la population, selon l'observatoire social de l'Université catholique, soit une hausse de 12 points. Un record. Derrière ce pourcentage, ce sont près de 3 millions de personnes de plus qui se retrouvent dans le désarroi.

Et déjà de graves répercussions sociales dans certains quartiers populaires, où Juan Tevez, du Mouvement des travailleurs exclus (MTE), note une augmentation de la

violence dans les rues, mais aussi au sein des familles. « Le crime organisé débarque avec beaucoup d'argent et une grande capacité d'organisation alors que l'État se retire, créant un vide qui est favorable aux narcotrafiquants », explique-t-il.

Pour lui, qui milite dans le quartier de populaire de La Matanza, en grande banlieue de Buenos Aires, la situation actuelle pourrait provoquer « une explosion sociale, mais aussi une implosion sociale » avec une détonation des violences entre voisins, des problèmes de santé mentale, des cas de dépression, d'abandon scolaire...

« On perçoit déjà beaucoup d'angoisse et de tristesse dans les regards des gens lors des assemblées de quartier », assure-t-il, tout en rappelant que le MTE cherche notamment à « organiser la colère, résoudre les problèmes des gens au jour le jour... et lutter pour ne pas rétrocéder par rapport aux droits que nous avons conquis ». Une tâche plus qu'ardue face à un pouvoir qui prône les réductions budgétaires et s'appuie sur la répression.

C'est une des questions que tout le monde se pose : quel sera le degré de tolérance de la population face aux violentes coupes budgétaires ? « Nous avons réduit les dépenses publiques de 5 points du PIB en un mois, se vantait Javier Milei lors d'un discours face au Congrès, le 2 février, soit la réduction la plus profonde de notre histoire. » Pour lui, la mère des batailles reste la lutte contre le déficit fiscal, « à l'origine de tous les maux du pays depuis cent ans ».

Mais, contrairement à ses promesses de campagne, ce n'est pas la « caste » politique qui en paye aujourd'hui la facture, mais bien l'ensemble de la société. Le surplus fiscal atteint au mois de janvier – le premier en douze années – aurait été financé aux trois quarts par les baisses des fonds destinés aux retraites, des subventions aux transports, à l'électricité et au gaz, des chantiers publics, des programmes sociaux, des allocations familiales et fonds destinés aux universités, selon les calculs de l'économiste Hernan Letcher.

## **Au Honduras, l'état d'exception ne vient pas à bout des extorsions**

Le Monde, 20 Mars 2024

Angeline Montoya

Une vieille dame, pieds nus, gravit péniblement la côte de la ruelle ravinée qui longe des maisons vides. Juste au-dessus, le terrain de foot du secteur 2 de la Colonia Villanueva, un des quartiers les plus pauvres de Tegucigalpa, la capitale du Honduras, est en pleine rénovation : il sera bientôt recouvert de gazon synthétique, luxe insolite dans ce lieu de désolation où l'eau courante n'est distribuée que tous les huit jours. « On aurait plutôt besoin de rues goudronnées, dit, amer, un homme devant sa maison cachée par des plaques de tôle ondulée. A la saison des pluies, les enfants ont de la boue jusqu'aux genoux pour aller à l'école. »

La police ne s'aventure pas dans le bidonville zébré d'escaliers raides. « En bas, c'est le règne de la "18" et, en haut, de la "MS13" », murmure le pasteur Santos, depuis son église évangélique qui domine le quartier déserté. Il fait référence au Barrio 18 et à la Mara Salvatrucha 13, les deux principaux gangs qui se livrent une guerre sans merci et martyrisent les dix millions d'Honduriens à coups d'extorsions. En octobre 2022, une soixantaine de personnes ont dû quitter leur maison, du jour au lendemain, menacées de mort par « la 18 », laissant tout derrière eux. « Les gangs harcèlent les jeunes pour qu'ils ne quittent pas le groupe », regrette le pasteur, qui les aide à partir, malgré les risques.

Encouragée par les résultats spectaculaires du Salvador voisin, où les gangs ont été écrasés par la politique de main de fer du président Nayib Bukele et l'imposition, en mars 2022, d'un « état d'exception », Mme Castro a décidé de mettre en place un « plan anti-extorsion » et d'imposer, le 6 décembre 2022, son propre « état d'exception », copiant le « modèle Bukele » : déploiement des forces de sécurité dans les rues, interpellations et perquisitions sans mandat, images de détenus en caleçon alignés sur le sol... Des véhicules blindés tout-terrain Black Mamba ont été achetés, une méga-prison doit être construite sur un archipel des Caraïbes, à 250 kilomètres des côtes. (...)

Plus d'un an après, le bilan de l'état d'exception est mitigé. (...) Si, en effet, la criminalité a diminué dans les grandes villes, elle était en réalité déjà en baisse constante depuis 2011. Le taux d'homicide est toujours le plus haut d'Amérique centrale et le troisième du sous-continent après Haïti et l'Équateur, et les féminicides ont augmenté de 24 %. La violence dans les prisons continue à un niveau élevé et le nombre de mutineries a même « atteint, en 2023, un des niveaux les plus hauts depuis 2018 », souligne un rapport de l'ONG Acled, spécialisée dans les conflits armés. Le massacre de 46 détenues, le 20 juin 2023, dans la prison pour femmes de Tamara, a poussé la présidente Castro à confier de nouveau à la police militaire le contrôle des prisons et aux forces armées la sécurité civile – alors que la démilitarisation était une de ses promesses de campagne.

Surtout, les extorsions, première raison d'être de l'état d'exception, touchent désormais 11 % de la population, selon une enquête de l'Association pour une société plus juste (ASJ), contre 9 % en 2022, et seraient même à leur plus haut niveau en cinq ans. Toujours selon l'ASJ, sur les trente objectifs du plan anti-extorsion, à peine trois

ont été réalisés, trois sont en cours et vingt-quatre n'ont même pas commencé à être appliqués.

Leonardo Pineda, analyste des sujets de sécurité, attribue cet échec à plusieurs facteurs, parmi lesquels la paralysie du Congrès. Monopolisés, pendant toute l'année 2023, par d'interminables négociations autour de l'élection des membres de la Cour suprême ou la désignation du nouveau procureur général, les députés n'ont pas pu voter certaines lois importantes liées à la sécurité. « Par ailleurs, souligne M. Pineda, le Honduras compte moins de deux policiers pour mille habitants, alors que l'ONU en préconise trois. » (...)

Dans ces conditions, l'état d'exception, devenu permanent, est-il vraiment indispensable ? Les chiffres avancés par la police montrent qu'à peine 1,8 % des 13 400 arrestations lors des sept premiers mois de l'état d'exception étaient liées à des extorsions. « La majorité concerne les petites mains, arrêtées en flagrant délit », souligne Leonardo Pineda. Moins de 10 % des interpellations au total étaient liées aux gangs. « Le reste, ce sont des délits mineurs. Y a-t-il vraiment besoin d'un état d'urgence pour arrêter une personne saoule sur la voie publique ? », s'interroge Iliana Licona, de la Conadeh. (...)

Si la population hondurienne, exaspérée, réclame des politiques répressives rapides et efficaces « à la Bukele », ce genre de mesures « sont insuffisantes pour désarticuler le crime organisé », considère aussi Iliana Licona. Ricardo Salgado, lui, assure que le président salvadorien « n'est pas un exemple à suivre ». « Ici, nous respectons les droits humains », martèle-t-il, ajoutant être conscient que, « tant que les gens vivront dans des conditions de pauvreté, le pays sera le terreau des gangs ».

## **Cuba, la colère de la population, harassée par les pénuries, grandit contre le régime**

LE MONDE, 19 Mars 2024

Sandrine Morel

De nouveau privés d'électricité, durant plus d'une douzaine d'heures cette fois-ci, des centaines de Cubains ont bravé le régime et laissé exploser leur colère, dimanche 17 mars, dans le sud-est de l'île des Caraïbes. Dans la rue, à Santiago de Cuba, la deuxième ville du pays, et à Bayamo, dans la province de Granma, ils ont scandé « De la nourriture et du courant », comme en témoignent des vidéos compilées par les médias indépendants 14ymedio, Diario De Cuba ou El Toque.

« Liberté », « plus de blabla », ont-ils aussi réclamé lors de ces protestations rapidement devenues virales sur les réseaux sociaux de la diaspora. « Patria y vida », pouvait-on entendre sur certaines vidéos : « la patrie et la vie », titre d'une chanson écrite par des opposants au régime – dont l'un, Maykel Osorbo, est en prison – qui prend le contre-pied du slogan castriste « la patrie ou la mort ». La nuit, des concerts de casseroles se sont fait entendre à Santa Clara, près de Matanzas, dans l'Ouest. Des arrestations ont été filmées, sans qu'un bilan ait pu être dressé par les organisations de défense des droits humains. (...)

Depuis des semaines, le malaise grandissait dans la société cubaine, confrontée à de graves pénuries. En février, plusieurs villes ont prévenu la population que les rations de lait, prévues dans les libretas – les carnets d'approvisionnement censés garantir aux habitants des rations minimales de nourriture à très bas prix –, sont dorénavant réservées aux moins de 14 ans. Quant au reste, riz, poulet, farine ou sucre, ces produits de base sont de plus en plus souvent manquants. Il faut patienter des jours durant et faire des queues interminables pour avoir une chance de s'en procurer.

Sur le marché dit « informel », le salaire minimum, de 2 100 pesos (environ 80 euros), ne suffit même pas à acheter une boîte d'œufs. Fin février, le gouvernement cubain a dû demander l'aide du Programme alimentaire mondial pour garantir l'approvisionnement en lait en poudre des enfants de moins de 6 ans.

« Plusieurs personnes ont exprimé leur désaccord avec la situation du service électrique et la distribution des aliments », a reconnu, dimanche soir, le président cubain, Miguel Diaz-Canel, sur le réseau social X, tout en cherchant à minimiser la portée de la protestation et à discréditer les manifestants. « Ce contexte est utilisé par les ennemis de la révolution, à des fins de déstabilisation », a-t-il ajouté, attribuant les troubles aux « terroristes basés aux Etats-Unis », qui cherchent à « incendier les rues de Cuba » et à « semer le chaos ».

Lundi 18 mars au matin, signe de nervosité, le président cubain a de nouveau publié sur les réseaux sociaux des messages contre l'embargo des Etats-Unis, en vigueur depuis 1962, ainsi que des images de Fidel Castro, assorties d'anciennes consignes révolutionnaires. Les principaux médias d'Etat avaient en outre programmé dans la soirée, sur les chaînes de télévision et de radio, une « table ronde » sur « les Etats-Unis, la mafia de Miami et les campagnes anti-cubaines ».

Depuis l'épidémie de Covid-19, une grave crise économique sévit à Cuba. Le tourisme a chuté, privant le pays de précieuses devises. Le Venezuela, lui aussi en proie à des

difficultés, a réduit ses livraisons de fioul et de diesel, carburants indispensables à la production de 95 % de l'électricité sur l'île, au tiers de ce qu'il livrait jusqu'à présent. La moitié des huit centrales thermoélectriques du pays ont plus de quarante ans et accumulent les pannes. En récession, le pays connaît en outre une forte inflation (30 % officiellement). Le 1er mars, le gouvernement a multiplié par cinq le prix de l'essence dans le cadre du plan d'austérité dévoilé trois mois plus tôt, en décembre.

Afin d'essayer de redonner un peu d'oxygène à l'île, le 15 mars, le vice-premier ministre cubain, chargé du commerce extérieur et des investissements étrangers, Ricardo Cabrisas, s'est rendu à Moscou, dans la foulée d'un déplacement en Turquie. Il a scellé de nouveaux accords avec le gouvernement russe afin d'obtenir un nouveau prêt, d'un montant non dévoilé, pour acquérir des produits pétroliers, du blé et des engrais, et de permettre l'installation d'une centaine d'entreprises russes, notamment dans le domaine de l'agriculture, de la banque et du tourisme. En février, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'était déjà rendu à La Havane. Les liens commerciaux avec la Chine se resserrent aussi, sans parvenir à soulager la crise. Les manifestations de dimanche traduisent le désespoir de nombreux Cubains, descendus dans la rue en dépit de la répression. Personne, sur l'île, n'a oublié le millier d'arrestations qui ont suivi les protestations du 11 juillet 2021 à La Havane et dans une cinquantaine de villes. Trois ans plus tard, des centaines de personnes purgent encore des peines très sévères, allant jusqu'à vingt-cinq ans de prison. Les jeunes, eux, ont massivement choisi l'exode. Selon les chiffres du bureau des frontières des Etats-Unis, près de 500 000 Cubains ont quitté l'île entre 2022 et 2023, sans compter ceux qui ont pris le chemin de l'Europe, soit près de 5 % de la population.

## **Les incendies se multiplient dans une Colombie en surchauffe**

Le Monde, 30 Janvier 2024

Marie Delcas

La sécheresse en Colombie, induite par le phénomène climatique dit d'« El Niño » qui réchauffe les eaux de l'océan Pacifique et qui perturbe la circulation atmosphérique, ne fait que commencer. Et déjà, en plusieurs points du pays, le thermomètre bat des records et les feux de forêt se multiplient, n'épargnant pas la capitale, Bogota, peuplée de 8 millions d'habitants. Le chef de l'Etat, Gustavo Petro, a décrété « l'état de catastrophe naturelle » et demandé l'aide de la coopération internationale.

Plus de 350 incendies se sont déclarés dans le pays depuis novembre 2023, selon l'Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales (Ideam). Et 17 000 hectares de forêts ont d'ores et déjà été dévorés par les flammes.

Dimanche 28 janvier au soir, la ministre de l'environnement, Susana Muhamad, informait que trente-cinq incendies avaient été éteints sur l'ensemble du territoire au cours des dernières heures. « Il reste sept incendies de forêt encore actifs, et sept sous contrôle », a précisé la ministre, en rappelant que le mois de février s'annonçait difficile du fait des hautes températures. Les photos prises par satellites montrent une carte de Colombie sans le moindre nuage, un fait inhabituel dans ce pays de cimes enneigées et de jungles humides.

Rangés dans les tiroirs depuis la fin de la pandémie, les masques ont fait leur réapparition dans les rues de Bogota où il fait beau comme rarement. Mais l'air est légèrement brouillé et sent le brûlé. Les montagnes boisées qui, à l'est, dominent la ville, ont craché pendant sept jours des volutes de fumée épaisse. Aidés de l'armée de terre et de l'armée de l'air, les pompiers ont lutté avec acharnement contre les deux feux qui se sont déclarés dans les replis de la montagne.

La capitale colombienne s'étend sur une vaste plaine à 2 600 mètres d'altitude au cœur de la cordillère des Andes. « Le feu se propage moins rapidement en altitude parce que l'oxygène est plus rare, explique l'économiste Mauricio Perez, en rappelant que jamais, en cinq siècles d'histoire, la capitale colombienne n'a connu d'incendie dévastateur. Mais, la relative inexpérience et l'impréparation des autorités municipales en matière d'incendie compliquent la situation. »

Un des feux de la capitale, sur les flancs du sommet connu comme El Cable, s'est rapproché des quartiers résidentiels. Les établissements scolaires et une université ont suspendu leurs activités en présentiel pendant trois jours. Les autorités recommandent aux personnes âgées et à celles souffrant de maladies respiratoires de rester chez elles. Sur les réseaux sociaux, circulent des images d'oiseaux, d'écureuils et de rongeurs venus chercher refuge dans la ville.

En confirmant, dimanche 28 janvier au soir, que les feux dans la montagne sont désormais « contrôlés », le maire de la capitale, Carlos Fernando Galan, a précisé qu'ils « ont eu des causes humaines ». L'un des incendies aurait été provoqué par un feu de bois allumé par un promeneur, l'autre par une bouteille abandonnée dans la montagne. Les autorités multiplient les appels à la prévention, à la prudence et au travail communautaire. Samedi, M. Galan – qui a pris ses fonctions le 1er janvier – ne cachait pas son inquiétude. « Nous avons devant nous des semaines difficiles », a-t-il déclaré.

Selon l'Ideam, 87 % du territoire est en situation de risque. Quelque six cents municipalités ont été déclarées en état d'alerte maximal pour la sécheresse et 147 affrontent d'ores et déjà des problèmes de distribution d'eau (deux fois plus grande que la France, la Colombie ne compte que 1 100 municipalités).

« Le mois de janvier a été le plus chaud jamais enregistré depuis que nous disposons de données », signalait, il y a deux jours, Ghisliane Echeverry Prieto, la directrice de l'Ideam. Plusieurs municipalités du pays ont battu leur record de chaleur, avec, pour neuf d'entre elles, des températures supérieures à 40,4 °C. Les températures du pays « pourraient se normaliser entre avril et juin 2024 », selon l'Ideam. D'ici là, les autorités craignent que les incendies ne se déplacent vers l'Amazonie et la jungle qui borde la côte Pacifique.

Le président Petro a déclaré l'état de catastrophe naturelle pour douze mois. Ce statut, prévu par la Constitution, permet à l'exécutif de mobiliser des ressources pour faire face à l'urgence. Le gouvernement peut notamment passer des contrats publics et emprunter selon un régime simplifié, réquisitionner des terrains et des immeubles, voire les exproprier. L'Unité nationale de gestion des risques de désastre a été chargée d'élaborer en urgence un plan d'action.

Les Etats-Unis, le Chili, le Pérou et le Canada ont répondu à l'appel du président Gustavo Petro, sans détailler la nature de l'aide qu'ils enverront. « Ceux qui contribuent le plus au réchauffement climatique, devraient apporter plus pour mitiger ses effets », a tancé l'ancien président du Sénat, Roy Barreras, proche de M. Petro, en désignant les pays industrialisés.

Au pouvoir depuis dix-huit mois, Gustavo Petro, premier président de gauche de l'histoire du pays, a fait de la transition énergétique et de la défense de l'environnement une de ses priorités. L'opposition de droite critique sa gestion de la crise en cours, l'improvisation de l'administration et le manque évident de matériel pour faire face au défi des incendies. (...)

## **Espagne : après la loi d'amnistie de Pedro Sanchez, la colère se libère à droite et à l'extrême droite**

Libération, 29 Novembre 2023

François Musseau

C'est comme un rituel : à chaque fois que le camion passe, on entend des vivats, des acclamations furibondes. Sur les parois du véhicule, affrété par l'organisation d'ultra-droite HazteOir.org, est projetée une image d'Adolf Hitler dont le visage a été remplacé par celui de Pedro Sánchez, le chef du gouvernement socialiste au pouvoir depuis 2019 et reconduit mi-novembre. Au passage dudit camion, des slogans sont repris en chœur : « Sánchez, en prison ! » ou « Sánchez, au peloton d'exécution ! » Chaque soir depuis début novembre, des centaines de manifestants en colère convergent ici, rue Ferraz, face au siège national du Parti socialiste ouvrier espagnol, le PSOE, jusque tard dans la soirée.

Ces rassemblements nocturnes ont commencé alors que se précisait la loi d'amnistie portée par les socialistes pour les dirigeants séparatistes catalans déjà condamnés pour « malversation de fonds publics », « désobéissance » ou « sédition », ou en passe de l'être. Soit plus de 400 personnes. Cette mesure, qui a permis à Pedro Sánchez d'obtenir le soutien décisif des sept députés indépendantistes de Junts per Catalunya (JxCat, « Ensemble pour la Catalogne »), avait aussitôt déclenché l'ire d'une bonne partie de la droite dure. Motif : cette transaction politique permettrait de blanchir les « délits » et les « crimes » de responsables catalans ayant tenté d'arracher en 2017 la sécession de leur région de manière unilatérale. Cette colère noire n'est pas retombée. Jesús, fonctionnaire de police en civil, n'a pas raté une seule des manifestations quotidiennes : « Pour moi, c'est tout simplement la démocratie espagnole qui est en jeu. La fin ne justifie pas les moyens : donner un blanc-seing à des types qui ont violé la Constitution et le code pénal n'est pas recevable ! »

Elvira, professeure de droit venue avec ses deux filles, se montre aussi assidue devant le siège socialiste. Drapée dans un étendard sang et or barré de l'inscription ultracatholique « Vive le Christ-Roi », elle vient religieusement à 19 heures précises pour participer à haute voix à une vaste prière collective. « Sánchez et ses sbires sont en train de vendre la patrie à des sécessionnistes qui veulent briser l'Espagne en deux. Pendant les législatives de juillet, il avait juré que jamais il ne voterait une loi d'amnistie. C'est un félon, un traître. » Autour d'elle, on partage la même rage et le sentiment que le pays se délite. Face à des policiers nationaux antiémeutes qui veillent au grain, on s'époumone dans des sifflets et on tambourine.

Pour la plupart, les manifestants sont des votants du parti d'extrême droite Vox ou du Parti populaire (PP), qu'ils estiment désormais trop mou. Et puis, quoique minoritaires, s'y concentrent aussi des membres de la fachosphère d'hier (phalangistes, franquistes, carlistes) ou plus récente (néonazis, militants de Démocratie nationale ou d'España 2000). Tous parlent de façon décomplexée, convaincus que la loi d'amnistie a violé la Constitution, même si aucun d'entre eux ne peut en faire la preuve. « Il y a quelque chose de profond qui a été rompu dans le tissu social avec l'accord sur la loi d'amnistie, souligne le politologue Ignacio Sánchez-Cuenca. Beaucoup de gens ont adopté un langage hyperbolique, estimant que cet accord indique la fin de l'Etat de droit et de la séparation des pouvoirs. »

Comme plusieurs marches monstres récentes, dont celle du 18 novembre à Madrid, ces manifestations sont l'expression d'une frustration inhabituelle. Et se font l'écho de déclarations d'une rare véhémence de la part de responsables institutionnels contre Pedro Sánchez et les dirigeants catalans en passe d'être amnistiés, mais aussi de la

part d'une droite médiatique agressive. Le leader de Vox, Santiago Abascal, passe ainsi ses journées à dénoncer « le putschiste » Pedro Sánchez, un terme pourtant utilisé en Espagne pour faire référence aux nombreux pronunciamientos (des soulèvements menés par des membres de l'armée) commis par l'ultra-droite depuis le XIXe siècle, dont celui du général Franco en 1936. Une cinquantaine de militaires à la retraite ont précisément menacé l'actuel chef du gouvernement d'un coup d'Etat. Dans l'hémicycle de la Chambre basse, la présidente de la région de Madrid, Isabel Díaz Ayuso, a qualifié Pedro Sánchez de « fils de pute », sans se dédire par la suite. Dans le sillage de magistrats du Tribunal suprême, vent debout contre une loi d'amnistie qui attenterait aux compétences du pouvoir judiciaire, le magistrat madrilène Manuel Ruiz de Lara a qualifié le leader socialiste de « psychopathe sans limites éthiques ». « Les droites espagnoles sont passées en mode Trump, estime Ignacio Sánchez-Cuenca. Traiter un chef du gouvernement bénéficiant pourtant d'une majorité parlementaire, après des élections démocratiques, d'usurpateur ou de putschiste, c'est une manière de le priver de toute légitimité. » Ce soir-là, face au siège du Parti socialiste, une famille entière s'époumone au passage du camion avec son affichage électronique associant le Führer et Sánchez : « C'est un dictateur, sentence le père. Hitler lui aussi avait été élu démocratiquement. Pas à pas, avec ce félon, l'Espagne est en train de devenir un nouveau Venezuela !»

## **Argentine : écrasante victoire de l'ultralibéral antisystème Javier Milei à la présidentielle**

Le Figaro, 20 Novembre 2023

Patrick Bèle

Le choix des Argentins est clair : ils ont infligé une défaite cinglante à Sergio Massa le candidat péroniste à la présidentielle de ce dimanche 19 novembre en accordant 56% des voix à son adversaire libertarien Javier Milei. Sergio Massa était ministre de l'Économie du gouvernement kirchnériste, du nom de l'ex-présidente Cristina Kirchner, une branche du péronisme. Javier Milei succédera le 10 décembre prochain à Alberto Fernandez. Le bilan économique de ce gouvernement était particulièrement catastrophique : 140% d'inflation, 50% de taux de pauvreté, une croissance en berne, des réserves de la banque centrale au plus bas, un déficit abyssal du budget de l'État. « Aujourd'hui commence la reconstruction de l'Argentine, a clamé Javier Milei devant des partisans aux anges. Aujourd'hui commence la fin de la décadence. Le modèle appauvrissant de l'État omniprésent est fini. Aujourd'hui nous embrassons les idées de libertés, celles de nos pères fondateurs ». Il a averti qu'il sera très dur avec ceux qui « résisteront par la violence » aux réformes qu'il propose et il n'y a aura pas de « demi-mesures ni de tiédeur ». (...)

Javier Milei, 53 ans, a surgi dans la vie politique il y a deux ans en devenant député de Buenos Aires. Il avait auparavant fait une carrière d'économiste, souvent invité sur les plateaux de télévision et apprécié pour ses outrances et ses colères devant les caméras. « Je suis le lion, je suis le roi » clame-t-il souvent lors de ses meetings. Son arrivée en politique a été appuyée par... Sergio Massa lui-même dont l'entourage a financé son parti La liberté avance. L'objectif de Massa était de gêner la candidature de Patricia Bullrich du parti de droite de l'ancien président Mauricio Macri. Celle-ci est arrivée troisième au premier tour. Sergio Massa espérait que l'exubérance et les provocations de Javier Milei empêcheraient Mauricio Macri d'appuyer le candidat libertarien. Mais sa manœuvre s'est retournée contre lui. Dès le soir du premier tour, Patricia Bullrich et Mauricio Macri ont apporté leur soutien à Javier Milei, rendant possible la victoire de celui qui était considéré comme un candidat peu crédible et marginal il y a encore quelques mois.

Le programme de choc de Javier Milei repose sur la réduction des domaines d'intervention de l'État et la privatisation des entreprises publiques. Pour ce faire, il a promis de supprimer le ministère de la Santé, le ministère de l'Éducation, des Affaires sociales et celui du Droit des femmes. Il veut que le secteur privé prenne en charge la santé et l'éducation, et supprimer les aides sociales pour rétablir les comptes de l'État. Sa mesure phare est de « détruire à la tronçonneuse » la banque centrale, abandonner le peso argentin et dollariser l'économie pour lutter contre l'inflation. Il a promis également de revenir sur la loi autorisant l'avortement adopté en 2020. Plus généralement, il veut en finir avec la « caste des corrompus », dans laquelle il regroupe les hommes politiques et les journalistes.

Son gouvernement sera-t-il assez puissant pour appliquer ces remèdes de chocs ? Au parlement il ne dispose que de 38 députés sur 350. Pour obtenir une majorité, il devra

compter sur l'appui des 94 députés fidèles à Mauricio Macri et des péronistes de droite héritiers de l'ancien président Carlos Menem, décédé en 2021. Sa force réside dans l'ampleur de sa victoire : il l'a emporté dans 21 des 24 districts électoraux du pays. Il a obtenu 3 millions de voix de plus que Sergio Massa. Son électorat se recrute dans les classes populaires et moyennes et surtout chez les jeunes qui n'ont connu que le kirchnérisme.

Il a aussi l'appui des forces armées qui ont voté massivement pour lui. Le capitaine de corvette Jorge Eduardo Acosta lui a apporté son soutien depuis sa prison où il est enfermé après une condamnation pour des crimes commis pendant la dictature. Javier Milei a, durant toute sa campagne, minimisé les crimes de la dictature, les qualifiant de simples « excès ». Il estime que le chiffre de 30.000 disparus entre 1976 et 1983 avancé par les défenseurs de droits de l'Homme « est une excuse pour continuer à voler ».

Sa candidate à la vice-présidente, Victoria Villarruel est une fille et une nièce de militaire. Dimanche, elle a été accueillie dans son bureau de vote par un groupe de défenseurs des Droits de l'Homme venus dénoncer sa défense de la dictature. En guise de réponse elle a déclaré dans la soirée : « c'est la première fois que la fille d'un vétéran de la guerre des Malouines (contre l'Angleterre de Margareth Thatcher en 1982, NDLR) devient vice-présidente. Je ne sais pourquoi cela les gêne alors qu'ils ont appuyé des enfants de terroristes au gouvernement ». Les résistants à la dictature étaient qualifiés de terroristes par le gouvernement militaire. (...)

## **L'Unasur renaît de ses cendres : un nouvel élan pour l'intégration sud-américaine ?**

L'Humanité, 15 décembre 2023

Luis Reygada

C'est officiel : l'Unasur est de retour. Après cinq années de stagnation, l'Union des nations sud-américaine est en train de renaître de ses cendres avec l'annonce solennelle – relayée ce mercredi sur son compte X – de son « processus de réactivation institutionnelle ». Une bonne nouvelle pour cet organisme voué à servir à la fois de levier d'émancipation économique et politique.

Née en 2008 – sous l'impulsion du vénézuélien Hugo Chávez (1999-2012) et dans le sillage de la marée rose latino-américaine – avec l'objectif de promouvoir l'intégration tant économique que culturelle ou sociale du sous-continent, c'est surtout du point de vue politique que cette organisation intergouvernementale a pu jouer un rôle de moteur. En favorisant un dialogue intra-régional autonome (c'est-à-dire libéré de la tutelle de l'OEA, patronnée par Washington), une coopération accrue dans divers domaines (commerce, défense, démocratie...) et disposant de mécanismes de résolution des conflits, l'Unasur avait contribué à renforcer l'unité régionale en dotant notamment ses douze membres d'une voix unique, celle de son secrétaire général, dont le dernier en date fut l'ancien président colombien Ernesto Samper (2014-2017). À partir de 2017, la question vénézuélienne avait provoqué une fissure au sein des pays membres, l'arrivée au pouvoir de gouvernements conservateurs ayant entraîné un alignement avec la position nord-américaine visant à soutenir le président autoproclamé Juan Guaidó face à Nicolás Maduro. La sortie de l'Unasur de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Paraguay et du Pérou fut suivie de la création d'un instrument d'intégration concurrent, le Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (Prosur), en 2019.

Délesté de toute force politique, s'en était fini de l'Unasur, et il aura fallu attendre le retour de la gauche au pouvoir pour que l'Argentine d'Alberto Fernández (2019-2023) et le Brésil de nouveau dirigé par Lula da Silva (2023) ressuscitent l'organisme sud-américain, en mars dernier, en demandant leur réintégration.

« Si le Brésil et l'Argentine en font partie, l'Unasur aura un nouveau poids et nous devons aller de l'avant pour que tous les pays frères reprennent leur place au sein du bloc régional », déclarait alors Fernández. « En Amérique latine, personne ne peut s'en sortir tout seul, nous devons construire un continent uni ».

Alors que les victoires des progressistes Gustavo Petro en Colombie et Gabriel Boric au Chili ont de nouveau modifié l'équilibre des forces dans la région, la volonté du Brésil (qui se considère avec Lula comme « le grand frère » du sous-continent) de « réorganiser l'Unasur » alimente alors l'espoir de voir renaître une dynamique régionale proactive.

Ce fut chose faite avec la tenue, fin mai dernier, d'un sommet régional réunissant à Brasilia onze chefs d'État et de gouvernement sud-américains, avec la volonté affichée par la diplomatie brésilienne de « reprendre le dialogue et la coopération » et d'envisager la façon de « revenir à un mécanisme de coopération purement sud-américain », libre de tout « carcan idéologique ». L'évènement s'est d'ailleurs conclu avec la signature unanime du Consensus de Brasilia, document qui reconnaît entre autres l'importance « de faire progresser le processus d'intégration en Amérique du Sud et de faire entendre la voix de la région dans le monde ».

Fin octobre, l'ancien secrétaire général Ernesto Samper se félicitait de la « réactivation » de l'Unasur en soulignant la volonté d'au moins neuf membres ou anciens membres

de reformer le bloc. « C'est très important parce que c'est le mécanisme le plus avancé qui ait vu le jour en termes d'intégration ; il ne traite pas seulement de questions sectorielles mais aussi de questions politiques », confiait-il au média uruguayen La Diaria (28/10/2023).

Après cinq ans d'éloignement, c'est ensuite la Colombie qui a rejoint l'Unasur, le 5 décembre, en réponse à l'engagement de ce pays « en faveur de l'unité régionale » et à l'appel de son président Gustavo Petro (élu en 2022, gauche) « à renforcer les liens de collaboration en Amérique du Sud ».

Le Conseil des délégués de l'Unasur, un des quatre organes permanents de l'organisation, s'est réuni virtuellement le même jour, tandis qu'une seconde rencontre doit avoir lieu ce vendredi 15, avec les participations des représentants du Brésil, de Bolivie, de Colombie, du Venezuela, du Surinam et du Guyana. Une « réactivation institutionnelle » à célébrer, donc, mais qui ne peut pas occulter une absence notable : celle de tout représentant Argentin ! L'arrivée du nouveau gouvernement d'ultra-droite, dirigé par l'imprévisible Javier Milei, risque en effet de compromettre la participation de ce pays à l'Unasur, dont le siège est maintenant situé à... Buenos Aires ! Qui a dit que le chemin de l'intégration régionale était chose aisée ?

## Tensions territoriales entre le Venezuela et le Guyana

Le Figaro, 4 décembre 2023

Patrick Bèle

Le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a organisé un référendum ce dimanche 3 décembre pour demander à ses compatriotes s'ils estimaient que la région de l'Essequibo, qui appartient au pays voisin, le Guyana, devait être rattachée au Venezuela. La Cour internationale de justice de l'ONU doit se prononcer sur ce conflit territorial en 2025. Les Vénézuéliens qui se sont déplacés aux urnes ont répondu « oui » à plus de 95% aux cinq questions posées.

La surprise vient de la participation, qui a été si faible que les autorités électorales n'en ont donné aucune estimation. Les autorités ont prolongé de deux heures le scrutin pour tenter de l'améliorer. La seule information donnée par le Conseil national électoral est que le scrutin a recueilli 10,5 millions de votes. Pour l'opposant Henrique Capriles, cela représente « 2.110.864 votants », chacun d'entre eux ayant voté cinq fois, pour un nombre d'inscrits sur les listes électorales de plus de 20 millions.

La machine à propagande du régime a fonctionné à plein ces dernières semaines, avec spots télévisés, concerts, réunions publiques et banderoles dans les rues. L'opposition ne conteste pas frontalement cette revendication territoriale sur l'Essequibo. La quasi-totalité des partis politiques la partage depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Le président du Guyana, Mohamed Irfaan Ali, dénonce cette consultation. Il est apparu il y a quelques jours en tenue militaire sur une vidéo, au sommet d'une petite colline de la région, à quelques centaines de mètres de la frontière, entouré de militaires, hissant le drapeau de son pays. La Cour internationale de justice de l'ONU a rappelé que « *le Venezuela n'a pas le droit d'annexer ou d'envahir le territoire guyanien ni de prendre d'autres mesures quelle que soit l'issue du référendum* ».

Ce référendum inquiète les pays voisins qui craignent une montée des tensions régionales. Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a tenu à intervenir sur le sujet depuis Dubaï, où il participe à la conférence de l'ONU sur le climat, la COP28. « *J'espère que le bon sens va prévaloir, du côté du Venezuela et du Guyana... Il y a un référendum, qui aboutira probablement au résultat souhaité par Maduro... Mais s'il y a une chose dont le monde et l'Amérique latine n'ont pas besoin, c'est de troubles* » dans la région.

« *L'intensité du conflit sera directement proportionnelle aux difficultés auxquelles le pouvoir chaviste sera confronté pour la présidentielle de 2024*, analyse Rocio San Miguel directrice de l'ONG Contrôle citoyen. *D'ores et déjà, jamais nous n'avons connu une telle tension entre le Venezuela et le Guyana* ». Fin octobre, l'opposition a organisé une primaire, qui a été un vrai succès malgré les difficultés et les embûches qu'avait imposées le pouvoir chaviste. Le scrutin a désigné à 90% comme candidate à la présidentielle Maria Corina Machado, représentante de l'opposition la plus virulente à Nicolas Maduro. Une réussite qui inquiète le pouvoir chaviste.

Selon Rocio San Miguel, si le pouvoir chaviste estime en 2024 que Maria Corina Machado a de grandes chances de gagner, il pourrait utiliser le conflit avec Georgetown pour remobiliser la population autour du gouvernement par réflexe nationaliste. Certains analystes estiment même que Nicolas Maduro serait prêt à faire monter la tension et décréter la mobilisation générale et l'état d'urgence, justifiant ainsi le report de l'organisation de l'élection présidentielle et la prolongation de son mandat. L'Essequibo représente deux tiers du territoire du Guyana avec 160.000 km<sup>2</sup> et 125.000 habitants. C'est une région essentiellement forestière, riche en minerai et en hydrocarbures. Les revendications de Caracas sur ce territoire ont été relancées en

2015 par la découverte de nouvelles réserves d'hydrocarbures. Elles sont estimées actuellement à 10 milliards de barils.

La revendication vénézuélienne repose sur les cartes de la Capitainerie générale du Venezuela datant de 1777, sous la colonisation espagnole. Madrid n'avait pas à l'époque lancé l'exploitation de cette région peu accessible. À l'indépendance, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la jeune République vénézuélienne n'avait pas les moyens ni la volonté de s'occuper de ce territoire. En 1831, le Royaume-Uni crée la Guyane britannique en regroupant trois territoires dont l'Essequibo. Un traité de Paris datant de 1899 avalise cette frontière, mais elle est contestée par Caracas.

